

M. Luis Rodolfo Abinader Corona,
Président de la République Dominicaine
Palais National de la République Dominicaine

Bogota (Colombie), le 17 mars 2021

La construction de murs frontaliers est inacceptable dans notre région.

Monsieur le président,

Nous, organisations de la société civile et de défense des droits humains dans les Amériques et signataires de cette lettre, tenons à vous exprimer notre profonde préoccupation suite à votre déclaration, prononcée le samedi 27 février 2021 devant l'Assemblée nationale, au sujet de l'initiative visant à construire une double clôture entre la République dominicaine et Haïti pour contrer la migration irrégulière haïtienne.

Les différents problèmes économiques, sociaux et humanitaires, exacerbés par la crise politique récurrente en Haïti, ont eu un impact majeur en termes de mobilité humaine en direction de la République dominicaine et nous en sommes conscients. Nous estimons toutefois que les mesures étatiques dominicaines visant à faire face aux défis de la migration ne doivent pas avoir pour effet de passer outre les droits fondamentaux des êtres humains, en particulier des migrants haïtiens et de leurs descendants.

Nous considérons que les mesures strictement basées sur le paradigme de la "sécurité nationale" ne font que différer les solutions porteuses à long terme. On a besoin de réponses qui intègrent le respect des droits humains aux mesures de votre État. La construction de murs a surtout pour vocation de créer et/ou aggraver le tragique de la situation des personnes, au lieu d'apporter des solutions réelles, justes et dignes.

Monsieur le président, à titre d'illustration de ces mesures d'hostilité, nous estimons que la construction d'un mur avec Haïti pourrait contribuer, entre autres problèmes, à :

- Aggraver la corruption et la criminalité transnationale organisée à la frontière,
- Intensifier le trafic illégal de migrants et la traite des êtres humains ; car le passage de la frontière deviendra plus difficile,
- Exacerber la discrimination à l'encontre des Dominicain-e-s d'origine haïtienne,
- Augmenter le niveau de pauvreté des familles, dont les sources de revenus et même la survie dépendent de leurs activités réalisées de l'autre côté de la frontière,
- Légitimer les discours de haine et la violence des groupes nationalistes et même extrémistes,
- Générer davantage de désinformation xénophobe, tant au niveau de la presse des deux pays que sur les réseaux sociaux.

Aujourd'hui plus que jamais, les pays de la région ont besoin de cultiver un sens élevé de la coresponsabilité, de la coopération, de la fraternité et de la solidarité entre nos peuples, en vue d'une plus grande intégration latino-américaine et caraïbéenne. Dans ce cadre, la construction de murs frontaliers est inacceptable dans notre région.

Au contraire, les États sont appelés à prendre des mesures qui respectent et protègent les droits fondamentaux de toutes les personnes, sans aucune discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la situation économique, la naissance ou toute autre condition sociale. En outre, cela constitue un principe obligatoire de l'ordre juridique international contemporain, qui est amplement reconnu par les instruments internationaux de droits humains et profondément enraciné dans notre histoire commune en tant que peuples libres et souverains du continent américain.

En outre, le moment difficile que nous vivons aujourd'hui nous rappelle notre condition humaine commune et nous apprend l'importance des valeurs de la solidarité, la protection sociale de tous et de toutes et la nécessité de trouver ensemble des solutions mutualisées.

Le plus important à nos yeux est d'empêcher que, sous prétexte de hiérarchiser et de se décharger des véritables causes de cette migration, les mesures que votre État s'apprête à prendre transforme cet exode et cette volonté de survie en un processus d'élimination. Nous pensons que votre État, comme tous les autres, doivent intégrer l'exigence du respect des droits à leur ordre politique et à leur système de valeurs.

Par conséquent, Monsieur le Président, nous vous demandons respectueusement de reconsidérer cette volonté de construire un mur entre les deux pays. Nous vous invitons, au contraire, à utiliser les énormes ressources qu'impliquerait un projet de cette envergure pour mettre en œuvre des actions alternatives. Fondées sur une approche basée sur les droits humains, ces actions auront la chance de favoriser des opportunités d'intégration et de développement au profit des Dominicain-e-s et des Haïtien-e-s vivant dans la zone frontalière, ainsi qu'une migration régulière, humaine et sûre entre les deux pays.

Nous vous remercions de votre attention et de votre considération.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses.

Signataires :

Organisation	Pays
Tejiendo Redes Infancia en América Latina y el Caribe	Amérique Latina
SUTAP	Argentine
Maestría en economía social	Argentine
Diálogo 2000-Jubileo Sur Argentina	Argentine
Articulación Continental de Movimientos Sociales hacia el ALBA (ALBA Movimientos)	Argentine
-Comisión Argentina para Refugiados y Migrantes-CAREF	Argentine
Instituto de Presencia Afro en Cordoba, Argentina	Argentine
Agenda Colombia - Brasil	Brasil
Coletivo Amazônico LesBiTrans	Brasil
COMUNEMA - Coletivo de Mulheres Negra 'Maria-Maria'	Brasil
CFNTX - Centro de Formação da Negra e do Negro da Transamazônica e Xingu	Brasil
Centro de Direitos Humanos e Cidadania do Imigrante (CDHIC) Brasil	Brasil
Núcleo Interdisciplinar de Estudos Migratórios NIEM, NIEM	Brasil
Instituto Migraciones y Derechos Humanos (IMDH), de Brasilia,	Brasil
Servicio Jesuita a Migrantes y Refugiados	Brasil
Université du Québec à Montréal	Canada
École d'Études politiques, Université d'Ottawa	Canada
Centre justice et foi	Canada
Concertation pour Haiti	Canada

Individu	Canada
Concertation Pour Haïti et Église Unie du Canada	Canada
Amnistie internationale	Canada
Les Artisans de Paix Internationale	Canada
Clínica Jurídica de la Universidad Alberto Hurtado,	Chile
Clínica Jurídica de Migrantes y Refugiados de la Universidad Diego Portales - UDP-,	Chile
Fundación Gente de la Calle	Chile
Movimiento Accion Migrante y Red Nacional de Organizaciones migrantes y promigrantes de Chile	Chile
Agrupación de los Haitianos residentes en Quintero	Chile
IDC International Dockworkers Council	Chile
AMPRO TARAPACÁ	Chile
Clínica Jurídica para Migrantes de la Universidad de los Andes	Colombia
Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento -CODHES-	Colombia
Foro Migración Haitiana	Colombia
Centro de Estudios Políticos y Sociales del Pueblo Afro	Colombia
Movimiento Nacional Afrocolombiano -CIMARRÓN-	Colombia
Consejo Laboral Afrocolombiano CLAF	Colombia
JusticiaR, colectivo de abogados	Colombia
Afromedios	Colombia
Conferencia Nacional de Organizaciones Afrocolombianas - CNOA	Colombia
Sudecc	Colombia
ENERAM	Colombia
Red Afros Colombia	Colombia
Servicio Jesuita a Refugiados (JRS/COL)	Colombia
Semillas Verdes	Colombia
Organización Ette Ennaka de Narakajmanta	Colombia
Agenda Colombia	Colombia
Red Colombo-Venezolana de Movilidad Humana RedColVen	Colombia
PDA	Colombia
Servicio Jesuita a Refugiados,	Ecuador.
Aso.Coordinadora de Trabajadores Marítimos y Portuarios Ecuatori	Ecuador
Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo SJ" (CSMM)	Ecuador
Fundación para la Promoción de los Derechos Humanos y Justicia de Paz	Ecuador
Misión Scalabriniana	Ecuador
Fundación Side	Ecuador
Asociacion ciudadanos del mundo	Ecuador
Fundación Dolores Medina	El Salvador
Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador, GMIES	El Salvador
Berlin Strippers Collective	Germany
SINTRAPSATCA	Guatemala
Servicio Jesuita a Migrantes,	Haití.
Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR)	Haití
Plateforme Genre du Nord'est	Haití
Service Jesuite aux Migrants-Haiti	Haití
Colette Lespinasse	Haití
Embajadores de Buena Voluntad	Haití
Centre de Developpement Soutenable -CEDESOU-	Haití
GARR	Haïti
Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR)	Haïti
Groupe Médialternatif	Haïti
Women's Link Worldwide	Internacional
Red Jesuita con Migrantes LAC.	Latinoamérica y el Caribe
Servicio Jesuita a Refugiados LAC.	Latinoamérica y el Caribe
Conseil National des Comités Populaires (CNCP)	Martinique
Albergue Migrantes Toribio Romo A.C.	Mexico
Sin Fronteras IAP	Mexico

Asylum Access México (AAMX) A.C.	México
Instituto Madre Asunta Tijuana México	México
Partido Comunes	México
Colectivo Contra la Tortura y la Impunidad	México
PRECADEM,A C./TICPM	MÉXICO
Instituto de Geografía para la paz AC (IGP/Geopaz)	México
Secretaría permanente, Tribunal Internacional de Conciencia de los Pueblos en Movimiento	México/Colombia
Sindicato de Apuntadores Portuarios y Anexos de la Capital	Paraguay
Red Sin Fronteras	Red en América y Europa
Red Regional de Organizaciones Civiles para las Migraciones, RROCM	Regional
Centro de Desarrollo Sostenible (CEDES0)	República Dominicana
Comisión Nacional de los Derechos Humanos de República Dominicana	República Dominicana
Mesa Nacional para las Migraciones y Refugiados en RD(menamird)	República Dominicana
FUBEDHA	República Dominicana
Movimiento de Mujeres Dominico Haitiana -MUDHA	República Dominicana
Mosctha	República Dominicana
Colectivo haitianosRD	República Dominicana
Movimiento Reconocido	República Dominicana
Foundation Etnica Integral	república dominicana
Table de Dialogue Transfroterizo	República Dominicana
Iglesia	República Dominicana
Fundacion Binacional de Ayuda a la Familia y la Infancia (FUNBINAFIN)	República Dominicana
NAPSA	República Dominicana
Comunidad de Haitianos/as Organizados/as en RD (Colectivo #HaitianosRD)	República Dominicana
FUNCAR/CENTRO PUENTE	República Dominicana
Centro de Desarrollo de los Bateyes	República Dominicana
Centro de Desarrollo Sostenible -CEDES0-	República Dominicana
Comite de tierra Sambo Creek	Sambo Creek La Ceiba atlantida Honduras
Yvette ILLAS	South Africa
Plate-Forme Haïti de Suisse (PFHS)	Suisse
The BSWC	United States
Best Practices Policy Project	United States
Disciples Refugee & Immigration Ministries	United States
Catholic Legal Services, Archdiocese of Miami	United States
Desiree Alliance	United States
Central American Resource Center - LA	United States
Washington Office on Latin America	United States
Hope Frye	United States
Casa Camino Real	United States
IMTERP	United States
Foundation for Economic and Social Justice	United States
Project Blueprint	United States
National Lawyers Guild International Committee	United States
Witness at the Border/Testigos en la Frontera: www.witnessattheborder.org	United States/Mexico
Robert F. Kennedy Human Rights	United States
Border of Lights	United States
Agenda Internacional de Paz	United States
US Human Rights Network	United States
Strippers United	United States
Border of Lights/Frontera de Luces	United States
Mariposa DR Foundation	United States
AFROAMERICAS	United States
Convite AC	Venezuela
AFRICARACAS	Venezuela
FundaRedes	Venezuela

Personne

Pays

Martin Hébert, Professeur, Département d'anthropologie, Université Laval	Canada
Myriame Martineau, UQAM	Canada
Carlos Ferrand	Canada
Marie Paradis	Canada
Hélène Gobeil	Canada
Carolina Stefoni, Universidad Mayor	Chile
Laura Daniela González Rozo	Colombia
Jorge Pulecio, Amazonia y Vida FUNDACION	Colombia
Licenia Salazar	Colombia
María Eugenia Mosquera Riascos - CONPAZCOL	Colombia
Luis Carlos Rodríguez	Colombia
Gabriela Sofia Guevara Lara	Colombia
Organización Ette Ennaka de Narakajmanta	Colombia
Parmenio Cuéllar Bastidas PDA	Colombia
Ernesto Marrugo Roa Unión Portuaria de Colombia	Colombia
William Mejía Ochoa	Colombia
Maritza Palma Lozano	Colombia
Esteban	Cuba
Trisha Rodríguez, ACNUR	Dominican Republic
Susana Quiloango	Ecuador
Jean Marcelson Abraham	France
Jacques J. Louisaire, Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR)	Haiti
Kenel SENATUS	Haiti
Embajador (r) Sergio J. Romero Cuevss	México
Marielo Chirino	Nicaragua
Luis Carazas Neyra	Perú
Suzanne Loiselle	Québec, Canada
Máxima Peña	República Dominicana
Arcadio Sosa	República Dominicana
Roger Rocky Robenson	República Dominicana
Alejandro Sosa	República Dominicana
Mildre yleana vargas de jimenez	República Dominicana
Yvette ILLAS	South Africa
Claire-Lise Zaugg, secrétariat Kombit, membre Plate-Forme Haïti de Suisse (PFHS)	Suisse
Francis Monot	Suisse
Yensy Cundumi-Zuniga	United States
Julia Friedmann, Georgetown University	United States
Ofunshi Oba Koso, defensor de DDHH y shaman	United States
Juan Matos	United States
Edward Paulino	United States
Martín Espada	United States
Susan Smith	United States
Gilberto Saucedo	United States
Marselha Gonçalves Margerin, International Human Rights Lawyer	United States
Robert F. Kennedy Human Rights	United States
Ariadma Segura	United States
Rosa Diendomi	United States
Rhina P. Espailat, escritora bilingue, traductora, activista cultural	United States
Willy Ramirez	United States
Steven Vigil	United States
Ana Abelenda	Uruguay